

Immigration: l'UE par la petite porte

BUCAREST (AP) - La Roumanie, la Bulgarie - et bientôt la Hongrie - délivrent des passeports à leurs minorités à l'étranger. Résultat: environ 4,7 millions de ressortissants moldaves, macédoniens, serbes, ukrainiens et turcs peuvent obtenir un passeport européen, alors même que leur pays de résidence ne fait pas partie de l'UE.

Environ 120.000 habitants de Moldavie détiennent déjà un passeport roumain. Et 800.000 autres ont déposé une demande depuis que le président roumain Traian Basescu a ratifié il y a huit mois une loi accordant la nationalité roumaine aux Moldaves parlant roumain.

Les autorités de Bucarest expliquent qu'elles ne font que redonner leur citoyenneté à des personnes qui étaient sous leur souveraineté jusqu'à ce que la Russie annexe la Moldavie en 1940.

D'après l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 15% des quatre millions de Moldaves habitent déjà à l'étranger et nombre d'entre eux, une fois le passeport roumain en main, ne feront que passer du statut de sans-papier à celui de résident légal, en Roumanie ou ailleurs dans l'UE.

D'après Traian Basescu, environ un million de Moldaves travaillent clandestinement dans l'UE. "Les liens du sang nous donnent l'obligation de les soutenir", a déclaré le président roumain à l'Associated Press.

La Bulgarie considère comme ses ressortissants les 1,4 million de Slaves qui vivent en Macédoine voisine, qui peuvent donc prétendre à un passeport européen.

Sofia reconnaît aussi les quelque 300.000 Turcs qui avaient fui ou avaient été expulsés du pays dans les années 1980, en pleine campagne d'assimilation forcée sous le régime communiste. La plupart de ces personnes restent en Turquie mais ont demandé ou peuvent demander la nationalité bulgare - un moyen bien plus rapide d'obtenir un passeport européen que celui qui consisterait à attendre que l'adhésion d'Ankara soit acceptée par les Vingt-Sept.

Budapest envisage d'accorder à compter du mois de janvier la double nationalité aux Hongrois vivant à l'étranger, dont 300.000 en Serbie et environ 160.000 en Ukraine.

La différence de niveau de vie est flagrante entre l'extérieur et l'intérieur de l'UE. Surtout pour les Moldaves. Avec son passeport roumain, Larisa Saptebani s'installe dans dix jours en Italie pour travailler comme travailleuse sociale. On lui a promis un salaire de 1.700 euros par mois, soit dix fois plus que ce que touchent ses compatriotes au pays. En plus, "je peux travailler légalement", se réjouit-elle.

Ce n'est pas le cas pour tous et partout. Dix pays d'Europe de l'Ouest ont en effet limité la liberté

d'installation dont sont censés jouir tous les citoyens européens. Les Roumains et les Bulgares doivent ainsi obtenir un permis de travail pour être employés dans ces pays riches. L'Autriche et l'Allemagne imposent cette même condition aux Tchèques, aux Slovaques, aux Slovènes, aux Estoniens, aux Lettons, aux Lituaniens, aux Hongrois et aux Polonais. Toutes ces restrictions expireront au plus tard en 2013.

Des flux migratoires sont alors à prévoir. D'après la Banque mondiale, le PNB par habitant est de 1.500 dollars en Moldavie, 3.210 en Ukraine, 4.130 en Macédoine et 5.590 en Serbie - à comparer avec 42.000 dollars en France et 42.710 en Allemagne.

Même très loin du Vieux Continent, certaines personnes obtiennent un passeport européen.

En janvier 2009, l'Espagne a adopté une loi qui octroie la nationalité aux enfants et petits-enfants des personnes ayant fui la Guerre civile et le franquisme. Au cours de la première année, Madrid a reçu 161.463 demandes (dont 95% provenant de personnes habitant en Amérique latine) et 81.715 ont été accordées, selon le ministère des Affaires étrangères. Rien qu'à Cuba, près de 82.000 personnes ont demandé la nationalité espagnole et, au 30 juin dernier, 36.415 l'avaient obtenue.

Le consulat d'Espagne au Venezuela a de son côté délivré plus de 35.000 passeports.